

SOMMAIRE DE LA LETTRE N°125

Le Coin des Epargnants

- Le tableau économique et financier
- Jeux de taux, jeux de malins
- Avril, un mois en or pour le pétrole

Si vous étiez absent cette semaine...

- France, toujours entre deux eaux
- Les Etats-Unis n'aiment pas les premiers trimestres
- Royaume-Uni, la croissance trébuche avant les élections
- La Russie, le long chemin de la normalisation

Le Coin de la Conjoncture

- Petit coup de blues mondial
- Le nouveau miracle espagnol

Le Coin des Tendances

- Quand le e-commerce prend ses quartiers
- Des routes, des ports, des voies ferrées, des aéroports et de l'Internet
- Un monde connecté

L'agenda éco et les prévisions de la semaine

LE COIN DES EPARGNANTS
Le tableau financier de la semaine

	Résultats 1 ^{er} mai 2015	Evolution Sur 5 jours	Résultats 31 déc. 2014
CAC 40	5 046	-4,26 %	4 272
Dow Jones	18 024	-0,31 %	17 823
Nasdaq	5 005	-1,70 %	4 777
Dax Allemand	11 454	-4,86 %	9 805
Footsie	6 985	-1,20 %	6 566
Eurostoxx	3 615	-2,65 %	3 146
Nikkei	19 551	-2,44 %	17 450
Taux de l'OAT France à 10 ans (27 avril 2015 Bdf) Marché 1 ^{er} mai)	0,4230 0,638	+11 pb +20	0,8370 %
Taux du Bund allemand à 10 ans (marché 1 ^{er} mai)	0,357	+20 pb	0,541 %
Taux du Trésor US à 10 ans (marché 1 ^{er} mai)	2,112	+20pb	2,17 %
Cours de l'euro / dollars (vendredi 1 ^{er} mai 17 H 30)	1,1207	+3,11 %	1,2106
Cours de l'once d'or en dollars 1 ^{er} fixing Londres (vendredi 1 ^{er} mai)	1 179	-1,10	1199
Cours du baril de pétrole Brent en dollars (vendredi 1 ^{er} mai 17 H 30)	66,50	+1,73 %	57,54

Jeux de taux, jeux de malins

Le 29 avril, restera une date pour les marchés obligataires. Ce jour-là, le Trésor allemand décide d'émettre des obligations à 5 ans pour 4 milliards d'euros avec un taux très légèrement négatif de -0,07 %. Or, les investisseurs n'en ont acheté que pour 3,6 milliards d'euros entraînant automatiquement une baisse de la valeur des

obligations et donc une augmentation de son taux. Par voie de conséquence, tous les taux des titres allemands ont augmenté avec ceux des autres pays européens. En trois jours, l'augmentation a atteint 20 points de base.

Le mouvement de taux sur les titres publics peut être considéré comme une correction par rapport à un niveau excessivement bas que nous connaissions depuis des mois. La baisse avait été obtenue en anticipation des achats de la BCE. Aux Etats-Unis, le Quantitative Easing avait, à plusieurs reprises, généré indirectement des hausses de taux.

La correction sur les taux a favorisé la hausse de l'euro qui a également profité de l'accès de faiblesse du dollar après la publication des mauvais résultats du premier trimestre.

Avril, un mois en or pour le pétrole !

Le baril a enregistré sa plus forte progression mensuelle de ces six dernières années. Le baril de Brent a progressé de 20 % sur un mois aidé en cela par la baisse du dollar qui est revenu à son niveau de février par rapport aux autres grandes devises. Le baril de Brent s'échangeait, le 1^{er} mai dernier, à 66 dollars. Néanmoins, en raison du ralentissement chinois, des incertitudes américaines et de l'augmentation de la production de l'OPEP, la poursuite de l'appréciation du baril risque rapidement de trouver ses limites. Un retour dans la zone des 80 dollars ne devrait pas intervenir d'ici la fin de l'année.

SI VOUS ETIEZ ABSENT CETTE SEMAINE...

France, toujours entre deux eaux

Dassault n'en finit plus de vendre ses « Rafale » mais Vallourec, la société de fabrication de tuyaux sans soudure prisée des pétroliers, est contraint de licencier plusieurs centaines de salariés. Entre la France qui rit et celle qui pleure, nous ne savons pas sur quel pied danser. Malgré des signes encourageants, la France est toujours, en effet, entre deux eaux. Ce n'est plus morne plaine, mais nous sommes encore loin d'Austerlitz.

La consommation chute en mars mais fait un bon premier trimestre

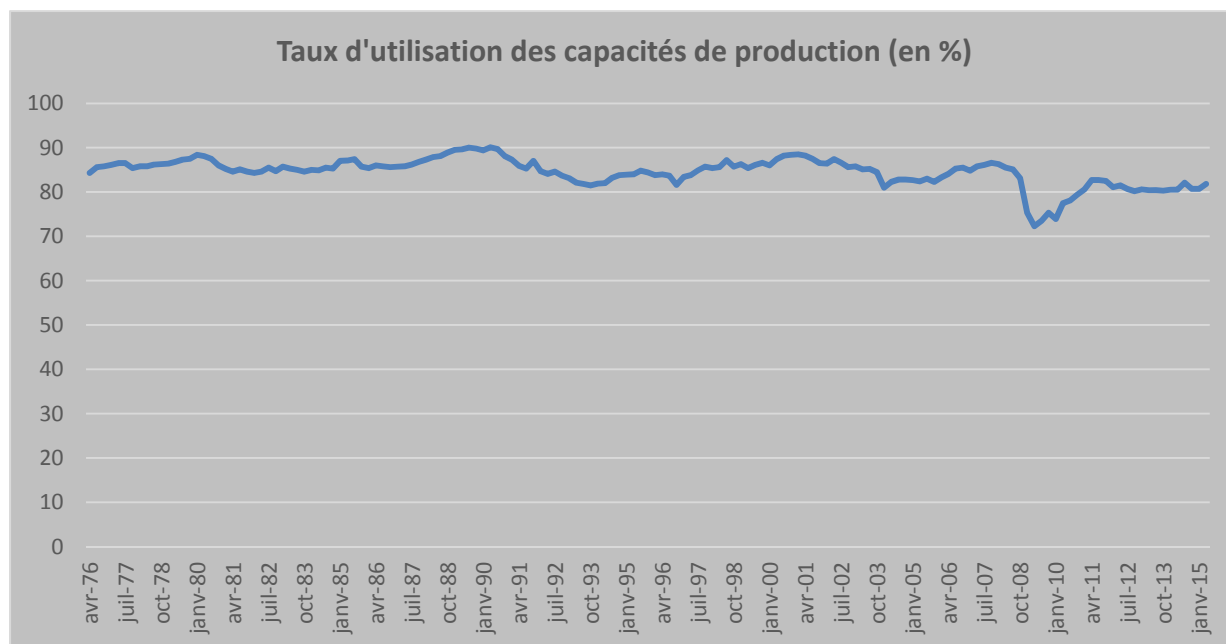
La consommation des ménages a été en recul de 0,6 %, en volume, au mois de mars après quatre mois consécutifs de hausse. Cette baisse est imputable selon l'INSEE à la diminution de la consommation d'énergie (-3,2 % en mars). Le printemps relativement clément et la légère reprise des prix du fuel ont conduit les ménages à reporter à plus tard leurs commandes de fuel.

Malgré le mauvais résultat de mars, les dépenses de consommation des ménages en biens ont progressé de 1,6 % sur l'ensemble du premier trimestre. Il s'agit de la plus forte hausse depuis le quatrième trimestre 2009. Elle annonce une croissance d'au moins 0,3 point du PIB pour le premier trimestre.

Le rebond de la consommation devrait se poursuivre, durant les prochains mois, à en croire l'indice de confiance des consommateurs de l'INSEE. Ce dernier gagne un point et atteint 94, son plus haut niveau depuis janvier 2010. Il reste néanmoins encore en dessous de sa moyenne de longue période qui est de 100. Les ménages sont en avril plus nombreux à considérer comme opportun de faire des achats importants (+2 points). Le solde correspondant a gagné 16 points depuis septembre 2014 et est à son plus haut niveau depuis octobre 2007.

L'emploi toujours en indécision

Le taux d'utilisation des capacités de production progresse lentement mais sûrement. Mais à 81,5 %, ce taux reste nettement inférieur à sa moyenne longue qui se situe à 85. De ce fait, avant que des créations d'emploi n'augmentent dans le secteur industriel et dans les services liés aux entreprises, il faudra encore un peu de marges. Par ailleurs, les services non-marchands devraient être moins créateurs d'emploi que par le passé.



Source INSEE

Au mois de mars, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi en catégorie A a franchi la barre symbolique des 3,5 millions. Le nombre de chômeurs a, en effet, augmenté, en mars de 15 400 soit 0,4 %. En un an, la France compte 163 000 demandeurs d'emploi en plus soit une progression de 4,9 %. Au mois de mars 2011, le nombre d'inscrits catégorie A était de 2,7 millions. En quatre ans, la progression atteint 30 %.

Toutes catégories confondues, le nombre de demandeurs d'emploi se rapproche de la barre des 6 millions en s'élevant désormais à 5,948 millions en hausse sur un mois de 0,5 % et de 5,7 % sur un an.

Le plus inquiétant est la nouvelle progression du chômage des moins de 25 ans, + 1 % en mars portant la hausse annuelle à 1,5 %. Cette progression a, sur le mois dernier, été plus forte que celle enregistrée par les plus de 50 ans (+ 0,4 %). Certes, sur le trimestre, le bilan reste positif avec une décrue du chômage des jeunes de 3 800. Néanmoins, le mauvais résultat de mars pour les jeunes marque sans nul doute l'essoufflement des dispositifs d'emplois aidés.

Au niveau des régions, la Corse continue toujours de souffrir avec une progression en un an de 10,7 % du nombre de chômeurs. La Corse est suivie par les régions Aquitaine, Pays de la Loire et Poitou-Charentes. Les moindres progressions sont enregistrées en Haute Normandie, Picardie et Nord-Pas-de-Calais.

Les Etats-Unis n'aiment pas les premiers trimestres

L'année dernière, les Etats-Unis avaient surpris les commentateurs économiques avec un recul du PIB au premier trimestre de 2,1 %. Ce mauvais résultat avait été effacé par un surprenant troisième trimestre qui s'était caractérisé par une croissance digne d'un pays émergent (5 %). Cette année, bis repetita, le premier trimestre est encore décevant avec un tout petit 0,2 % de croissance en rythme annualisé contre un taux de 2,2 % au dernier trimestre 2014.

Plusieurs facteurs expliquent ce mauvais résultat : la dureté d'hiver qui a été mal appréciée par les prévisionnistes ; hiver qui a freiné l'activité dans le secteur de la construction et qui a découragé les consommateurs. L'appréciation du dollar a, par ailleurs, pénalisé exportations américaines. Enfin, l'investissement a marqué le pas surtout dans le secteur pétrolier).

Le grand moteur de la croissance américaine qu'est la consommation a donc patiné au premier trimestre. La consommation des ménages, qui représente plus de deux tiers de l'activité économique totale aux Etats-Unis, a, en effet, enregistré une croissance de 1,9 % très loin des 4,4 % du quatrième trimestre de l'an dernier. Les ménages ont préféré mettre de côté les gains de pouvoir d'achat générés par la baisse des cours du pétrole. Ainsi, l'épargne des ménages est passée de 603 à 727 milliards de dollars du quatrième trimestre 2014 au premier de l'année 2015.

L'immobilier souffre

Les dépenses de construction ont diminué de 0,6 % en mars. Le recul est imputable notamment à la baisse de 1,6 % des dépenses dans les constructions résidentielles privées, leur contraction la plus forte depuis juin.

Les dépenses dans les constructions non résidentielles privées ont en revanche progressé de 1,0 % tandis que les dépenses de construction de l'Etat fédéral ont chuté de 4,9 %. Les investissements immobiliers ont très faiblement progressé, +1,3 % contre 3,8 % au dernier trimestre 2014.

Les dépenses d'infrastructures non-résidentielles, qui incluent l'exploration pétrolière et les installations d'extraction d'hydrocarbures, se sont contractés de 23,1 % soit leur plus forte baisse en quatre ans.

Il n'y a pas néanmoins le feu au lac. L'économie américaine reste bien orientée. Les prochains résultats de l'emploi pour le mois d'avril devraient le confirmer avec un taux de chômage qui reviendrait à 5,5 %. Cette baisse s'accompagnerait d'une amélioration du taux d'activité. Le rythme de création d'emplois repartirait à la hausse après un point bas en mars à 126 000 contre une moyenne mensuelle de 269 000 créations sur les douze mois précédents. L'indice de confiance des consommateurs a progressé au mois d'avril prouvant que le moteur de la consommation n'est pas en panne.

La répétition de mauvais premiers trimestres souligne que la croissance américaine est plus volatile qu'auparavant et plus sensible aux aléas climatiques. De même, il faudra s'interroger si la valeur du dollar n'influe pas plus fortement que par le passé sur l'activité. En l'état, le taux de croissance de 3 % semble, en 2015, difficilement atteignable. Il est probable que le PIB augmente de 2,5 à 2,8 % cette année.

Les résultats économiques de ce début d'année pourraient avoir des incidences sur le calendrier de relèvement des taux par la FED. Un bon premier trimestre aurait pu conduire à une hausse dès le mois de juin. Compte tenu de la nervosité des marchés financiers et des incertitudes économiques, un report de la hausse en septembre est possible. Néanmoins, pour en finir avec ce débat qui focalise les investisseurs depuis des mois, la FED pourrait être tentée, avant les vacances d'été, de franchir le Rubicon.

Royaume-Uni, la croissance trébuche avant les élections

A une semaine des élections législatives, les résultats de la croissance du premier trimestre ont déçu. Avec un taux de 0,3 %, le PIB enregistre sa plus faible progression trimestrielle depuis la fin de 2012. Il y a une rupture nette par rapport au 4ème trimestre 2014 où la croissance avait été de 0,6 %. Le taux de croissance sur un an s'établit à 2,4 % contre 2,8 % au trimestre précédent.

Si les services résistent bien avec une croissance de 1,5 %, en revanche, l'industrie, et l'agriculture ont enregistré un recul respectif de 0,1 et 0,2 % quand la construction a chuté de 1,6 %. Le taux de croissance annuelle revient ainsi de 3 à 2,4 %. L'appréciation de la livre sterling, plus de 13 % en un an par rapport à l'euro explique en grande partie ce mauvais résultat. Comme pour les Etats-Unis, il est difficile de tirer des conclusions définitives sur cette petite contreperformance du début d'année.

Russie, sur le long chemin de la normalisation économique

Confrontées à la récession provoquée par les embargos, la baisse des cours du pétrole, la dépréciation de la monnaie, les autorités russes tentent de desserrer l'étreinte. Ainsi, le taux directeur de la Banque centrale a été abaissé un peu plus que prévu par les économistes, à 12,5 %, contre 14 % depuis la mi-mars et 17 % au mois de décembre 2014. Compte tenu du recul des menaces inflationnistes, la Banque centrale devrait opérer de nouvelles baisses dans le courant de l'année. Il y a urgence car avec un taux supérieur à 10 %, l'investissement financé par crédits est devenu impossible. L'objectif des autorités est de revenir au plus vite à un taux de 6 à 7 %. Cette décision de réduction des taux a été facilitée par l'appréciation du rouble qui a gagné près de 40 % en deux mois face au dollar depuis le début de l'année.

Le gouvernement russe a admis que le produit intérieur brut s'est contracté au premier trimestre de 2,2 % sur un an avec une tendance à l'aggravation pour le deuxième trimestre.

LE COIN DE LA CONJONCTURE

Petit coup de blues mondial

Malgré une croissance de retour en Europe, une petite musique commence à se faire entendre dans les cénacles économiques. La croissance de l'économie mondiale n'augmenterait pas comme prévu. Il y aurait comme une faille au cœur du système empêchant de retrouver les taux de croissance d'avant crise.

Jusqu'à il y a quelques semaines, les différents instituts économiques tablaient sur une accélération de la croissance de l'économie mondiale. Après s'être élevée à 3,3 % en 2014, elle est censée atteindre cette année 3,5 % selon le FMI voire 3,7 % selon l'OCDE. Pour 2016, le FMI prévoit même 3,8 % et l'OCDE 3,9 %.

Cette anticipation de reprise repose sur une amélioration de la conjoncture des pays avancés, sur les effets de la baisse du cours du pétrole et plus globalement sur un retour à la normale après une succession de crises (crise de 2008/2009, crise européenne de 2011/2013, crise de certains émergents de 2013/2014).

Plusieurs signes pourraient casser ces anticipations. Le ralentissement marqué de la croissance chinoise, les difficultés de l'Amérique latine, celles du Japon et de la Russie voire celles des Etats-Unis commencent à inquiéter les experts.

La Chine doit faire face à une série de problèmes qui se traduit par une décélération rapide de sa croissance. La ligne des 7 % pourrait ne pas être atteinte. L'économie souffre d'une rapide détérioration de sa compétitivité avec à la clef une stagnation de la production, un affaiblissement de l'investissement et une sortie de capitaux.

Les pays d'Amérique latine avec le Brésil en tête n'arrivent pas à redresser leur taux de croissance en baisse depuis 2013. La production industrielle du Brésil est toujours orientée à la baisse. Elle est près de 15 points en dessous de son niveau de 2008. Les pays producteurs de pétrole sont contraints de revoir leurs plans d'investissement dans l'attente d'un redressement des cours du baril. La Russie devrait rester en récession toute l'année. Seule l'Inde progresse parmi les grands émergents avec une croissance qui devrait dépasser celle de la Chine cette année. Sa production manufacturière est en forte hausse et a augmenté de 80 % en 10 ans.

Du côté des pays dits avancés, le Japon n'arrive toujours pas à digérer les effets de la hausse de la TVA et est encastré dans une récession qui se nourrit de la décroissance démographique. Tout repose sur les Etats-Unis et l'Europe. Or, la croissance américaine est assez chaotique quand celle de l'Europe est encore fragile.

Dans ces conditions, la croissance de l'économie mondiale pourrait être plus proche de 3 % que de 3,5 % cette année.

Au-delà des phénomènes purement conjoncturels, dans le prolongement des travaux des économistes Laurence Summers et Robert Gordon, certains s'interrogent sur une stagnation séculaire. Le vieillissement de la population, l'épuisement supposé du progrès technique, le tassement de la demande avec un excès d'épargne seraient autant de facteurs qui pourraient expliquer le tassement de la croissance.

Si les analyses en cours sur cette stagnation sont évidemment fondées, il faut également considérer que les récessions faisant suite à des éclatements de bulles financières et immobilières sont les plus longues à se résorber. Au temps d'Internet et de l'immédiateté, nous sommes devenus des impatients notoires. Du fait de la crise qui pour de nombreux pays a commencé il y a 7 ans, le potentiel de production a été profondément atteint avec un sous-investissement qui se fera ressentir sur plusieurs années. Les difficultés d'accès au crédit ont freiné la diffusion du progrès technique. Par ailleurs, le fort taux de chômage pèse sur la demande. L'inemployabilité d'une partie de la population pénalise et pénalisera la croissance en réduisant le taux d'emploi. De nombreuses études économiques concluent à une réduction de 0,7 à 1 point du taux de croissance potentielle des pays avancés. De ce fait, il n'est pas anormal qu'avec la fin de dopage monétaire comme cela est le cas aux Etats-Unis ou au Royaume-Uni, la croissance patine. Pour les pays émergents, la donne est un peu différente. Le changement de paradigme économique qui s'impose compte tenu de la croissance occidentale ne peut pas se faire sans casse. Passer d'un modèle de pays atelier à un modèle de pays consommateur suppose une profonde mutation et entraîne un atterrissage plus ou moins violent de la croissance. Pour l'Amérique latine, la fin du cycle de hausse des cours des matières premières et des produits agricoles ainsi que la fin d'un cycle d'afflux de capitaux très favorable ont remis en lumière les faiblesses structurelles. En revanche, l'Inde devrait jouer un rôle croissant tout comme l'Afrique qui bénéficie de son essor démographique sous réserve que les problèmes politiques et sociaux ne viennent pas gâcher la fête.

Le nouveau miracle espagnol en question

Après les Britanniques, ce sera au tour des Espagnols de voter. Les élections régionales sont, en effet, prévues le 24 mai prochain et les élections législatives au mois de décembre.

Après avoir perdu plus de 8 points de PIB entre 2008 et 2013, l'Espagne est-elle en train de renaître de ses cendres ou s'agit-il d'un simple rattrapage ? Le Gouvernement de Mariano Rajoy pourra-t-il capitaliser les bons résultats de ces derniers mois ?

Un réel rebond après des années noires

Au-delà de ces interrogations, l'Espagne surprend par sa capacité de rebond et d'adaptation. Selon les statistiques officielles publiées jeudi 30 avril, l'Espagne a en effet enregistré une croissance de 0,9 % au premier trimestre, par rapport au trimestre précédent ce qui traduit une accélération par rapport à la moyenne des trois derniers mois de 2014 (0,7 %). Le Gouvernement espère désormais pour 2015 une

croissance de 2,9 % contre 1,4 % en 2014. Avec l'Irlande, l'Espagne fait figure désormais des pays à forte croissance au sein de la zone euro.

Ce renouveau de la croissance repose sur une demande intérieure dynamique. La consommation des ménages a progressé de 2,4 % en 2014, la hausse s'amplifie en ce début d'année. L'investissement est également en augmentation, +3,4 % en 2014 ne compensant pas néanmoins la baisse de 3,8 % enregistré en 2013.

L'Espagne très dépendante des hydrocarbures pour son énergie bénéficie pleinement de la baisse des cours du pétrole. Par ailleurs, après avoir connu des taux d'intérêt très élevés durant la crise des dettes souveraines, l'Espagne est le grand bénéficiaire de la politique de la BCE. Les taux des crédits aux entreprises sont redescendus en-dessous de 4 % contre plus de 6,5 % au sommet de la crise.

La libéralisation du marché du travail et du commerce facilite la reprise économique. Après avoir accentué la crise en provoquant une envolée du chômage, les réformes structurelles mises en œuvre depuis 2012 ont un impact positif en ce début de reprise.

L'Espagne, grâce à une modération salariale, a amélioré sa compétitivité extérieure permettant une réduction du déficit commercial. Néanmoins, la faiblesse des salaires a pesé très fortement sur la demande. La reprise est intervenue quand le processus a pris fin et quand l'austérité budgétaire s'est affaiblie.

Les stigmates de la crise sont encore bien présents

Ces chiffres ne doivent pas faire oublier que l'Espagne n'a toujours pas retrouvé son niveau d'avant crise ; son PIB reste inférieur de 6 points à celui de 2008.

La situation des finances publiques reste complexe. Le déficit public devrait s'établir à 4,7 % du PIB en 2015 après 5,7 % en 2014. La dette publique devrait se rapprocher de 100 % du PIB cette année quand en 2008, elle n'était que de 39,4 %.

Le taux de chômage est en baisse depuis un an mais demeure à un niveau très élevé à 23,8 % au premier trimestre 2015. Le taux de chômage des jeunes est de 50,7 % soit deux fois le niveau enregistré en France. Plus de 50 % des demandeurs d'emploi le sont depuis plus d'un an.

L'économie espagnole est également confrontée à un sous-investissement dans les secteurs innovants. Ainsi selon les données d'Eurostat, les dépenses de R&D des entreprises espagnoles se sont contractées de 15 % entre 2008 et 2013 contre une croissance moyenne de 13 % par an entre 2001 et 2008. Il devrait en résulter de moindres gains de productivité à long terme.

La faible qualification des actifs espagnols est un autre point de faiblesse

En 2013, seulement 55% de la population espagnole en âge de travailler avait achevé le deuxième cycle des études secondaires contre 70% au sein de la zone euro. Pour la tranche d'âge 20-24 ans, cette statistique n'atteignait que 64% en Espagne contre 79 % toujours au sein de la zone euro.

Le pays doit faire face à faible employabilité des anciens travailleurs de la construction ce qui devrait peser sur le taux de chômage structurel.

L'Espagne est également confrontée au défi structurel du vieillissement

La forte croissance des années 2000 à 2008, s'est nourrie d'une forte augmentation de l'immigration. La population espagnole s'est accrue de 5,6 millions durant cette période mais le solde naturel (excédent des naissances sur les décès) n'était que de 600 000. L'immobilier a pleinement profité de la croissance démographique.

Du fait de la crise, le solde net démographique (immigration moins émigration) est devenu négatif à partir de 2012 pour la première fois depuis 1990. L'émigration est passée de 56 000 personnes par an entre 2002 et 2005 à 420 000 entre 2010 et 2012.

Selon la Commission européenne, entre 2015 et 2025 la population espagnole en âge de travailler (15-64 ans) baissera, en moyenne, de 0,5 % par an. Cette situation est liée au fait que le nombre d'enfants par femme en Espagne est l'un des plus bas d'Europe. La décroissance démographique pourrait entraîner celle de l'économie.

Des élections incertaines

En règle générale, les élections intervenant quelques mois après une sortie de récession ne sont pas favorables aux gouvernements en place. Les électeurs ont en mémoire les sacrifices réalisés tout en ne ressentant pas les effets de la reprise.

La montée en puissance du parti de gauche radicale Podemos pourrait aboutir comme au Royaume-Uni à la fin du bipartisme et à la constitution d'une grande coalition. L'absence de majorité au Cortes pourrait entraîner une instabilité que l'Espagne n'a pas connue depuis l'avènement de la démocratie en 1975.

LE COIN DES TENDANCES

Quand le e-commerce prend ses quartiers

Les Français arrivent en troisième position, au sein de l'Union européenne pour l'achat en ligne. 52 % des Français auraient effectué des achats par l'intermédiaire d'Internet, selon une étude réalisée par le Center for Retail Research. Arrivent en tête des acheteurs on line les Suédois (70 %), les Britanniques (66 %). Suivent les Allemands et les Polonais (51 %). Les Espagnols (32 %) et les Italiens (22 %) sont

distancés. Par ailleurs, 57 % des Américains et 50 % des Canadiens ont également réalisés des achats en ligne en 2014.

Les ventes en lignes représentent 6,9 % de la vente de détail en France contre 13,5 % au Royaume-Uni et 10 % en Allemagne. Ce taux est de 11,6 % aux Etats-Unis. Le taux de croissance de l'achat sur le net devrait être, cette année, de 17 % en France, de 23 % en Allemagne, de 21 % en Pologne et de 19 % en Italie. Dans tous les pays d'Europe ainsi qu'aux Etats-Unis, les ventes en magasin devraient enregistrer une baisse en 2015.

Le chiffre d'affaires du commerce en ligne s'est élevé en 2014 à 31,2 milliards d'euros en France contre 53 milliards d'euros au Royaume-Uni et 42,9 milliards d'euros en Allemagne. En 2015, le chiffre d'affaires respectif pour ces trois pays du e-achat serait de 36, 62 et 53 milliards d'euros soit une augmentation de 17 à 23 %.

Aux Etats-Unis, les ventes en ligne atteignent 224 milliards d'euros contre 156 milliards d'euros en Europe.

La dépense moyenne par acheteur en ligne est de 1 267 euros au Royaume-Uni, de 1 054 euros en Allemagne et de 908 euros en France. Aux Etats-Unis, elle atteint 1234 euros. Les acheteurs en ligne réalisent, en moyenne, 17 achats pour un montant unitaire de 59 euros en France contre 21 achats pour un montant unitaire de 65 euros au Royaume-Uni et 19 achats en Allemagne pour un montant unitaire de 464 euros. Aux Etats-Unis, l'acheteur réalise 16 achats pour un montant unitaire de 84 euros.

Des routes, des ports, des voies ferrées, des aéroports et de l'Internet

La richesse d'une nation peut se mesurer par le PIB par habitant, par le montant des revenus, du patrimoine ou par le niveau de formation des habitants. L'état de développement peut être également apprécié par les infrastructures de transports. En effet, sans ces infrastructures, il n'y pas de mobilité possible des biens et des habitants. Aux infrastructures classiques que sont les ports, les routes..., il faut ajouter les réseaux de communication et l'accès à Internet.

Routes, des caravanes aux mustang, les Etats-Unis toujours devant

Les Etats-Unis arrivent en tête pour les infrastructures. Ainsi, ils disposent de 2 106 kilomètres de route pour 100 000 habitants contre 1 162 pour l'Europe et 306 pour la Chine. A remarquer que l'Afrique du Sud dispose d'un bon réseau routier avec 811 kilomètres pour 100 000 habitants.

Réseau ferré, avantage Etats-Unis

Au niveau du réseau ferré, les Etats-Unis dominent également avec 73 kilomètres pour 100 000 habitants. Arrive en deuxième position l'Afrique du Sud (39 kilomètres) devant l'Europe (38). La Chine et l'Inde sont loin derrière avec 5 kilomètres pour 100 000 habitants. Leur forte population et leur vaste territoire les pénalisent sans nul doute dans ce classement.

Trafic de conteneurs, victoire européenne

En ce qui concerne le trafic de conteneurs, l'Europe, premier centre commercial mondial, arrive en tête avec 219 conteneurs pour 1000 habitants contre 137 pour les Etats-Unis et 119 pour la Chine. En prenant en compte les 1,3 milliard d'habitants, le résultat chinois est impressionnant. L'Inde est très loin derrière avec 8 conteneurs pour 1000 habitants. A souligner que la Turquie, atelier industriel européen, se situe assez haut dans le classement (84 conteneurs) au même niveau que l'Afrique du Sud.

Les Etats-Unis, les empereurs de l'aviation

Pour le transport aérien, les Etats-Unis sont imbattables avec une moyenne de 4,3 aéroports pour 100 000 habitants. Arrive en deuxième position le Brésil avec 2,04, devant l'Afrique du Sud (1,07) et l'Europe (0,7). La Chine ne dispose que de 0,004 aéroports pour 1000 000 habitants soit beaucoup moins que l'Inde (0,03).

Internet, Etats-Unis, d'une courte tête

Pour les réseaux de communication, il faut noter que 85 % des Américains ont accès à Internet contre 83 % des Européens. 51 % des Brésiliens ont accès à Internet quand ce ratio est de 49 % pour les habitants d'Afrique du Sud et de 45 % pour les Chinois. Ce taux est de 16 % en Inde.

Un monde connecté, des milliards de mails et des millions de pirates

42 % de la population mondiale ont accès à Internet soit plus de 3 milliards de personnes. Le taux de pénétration est supérieur à 80 % en Amérique du Nord et en Europe. Il est de 18 % en Afrique et de 12 % en Asie. Le temps d'utilisation d'Internet par personne est de 4,8 heures dont 2,1 heures via un mobile. Les Français connectés passent, en moyenne, 4,1 heures dont une heure par le mobile.

Plus de 70 % des personnes connectées consultent chaque jour Internet. 144 milliards de mails sont échangés chaque jour mais 68 % sont des spam. Plus de 820 000 sites sont mis en ligne chaque jour. La toile compterait 430 millions de pirates...

AGENDA ECONOMIQUE DE LA SEMAINE

Lundi 4 mai

En **France**, seront communiquées **les immatriculations de véhicules** pour le mois d'avril.

Les indices PMI manufacturier du mois d'avril seront publiés **pour la Chine, l'Italie, la France, l'Allemagne, la Grèce et la zone euro**. Ces indices devraient être stables ou en légère hausse.

Pour la **zone euro**, il faudra également suivre **l'indice de confiance des investisseurs du mois de mai**.

Aux **Etats-Unis**, il faudra regarder **l'indice ISM de New-York** pour le mois d'avril. Il sera également utile de suivre **les commandes d'usine** du mois de mars.

Les entreprises Sanofi et CFAO publieront leurs résultats du 1^{er} trimestre.

Mardi 5 mai

En **France**, seront **publiés les résultats du mois de mars pour le budget**.

En **Espagne**, sera rendu public **le taux de chômage** du mois d'avril.

Pour la **zone euro**, sera connu **l'indice des prix à la production** du mois de mars. Il faudra également étudier **les prévisions de croissance économique** de la Commission européenne.

Aux **Etats-Unis**, seront **communiqués l'indice Redbook** du mois de mai, **l'indice PMI des services et l'indice PMI composite** du mois d'avril. Seront également publiés **l'indice d'optimisme économique et l'indice ISM non manufacturier** pour le mois d'avril.

Aéroports de Paris, Orpea, Coface, Bureau Véritas et Bolloré- Havas publieront leurs résultats du 1^{er} trimestre.

Mercredi 6 mai

Sera publié **l'indice HSBC-PMI** du secteur des services pour la Chine du mois d'avril.

En **France**, il faudra suivre **les résultats des investissements des entreprises** pour le premier trimestre.

En **Italie**, sera publié **l'indice PMI des services** pour le mois d'avril. Il en sera de même pour le **Royaume-Uni**.

Mercredi 6 mai (suite)

Pour la **France, l'Allemagne et pour la zone euro** seront connus **les indices PMI des services et l'indice PMI composite**.

En **Grèce**, sera rendu public **le taux de chômage** du mois de février.

Au niveau de la **zone euro**, sera publié **le résultat des ventes de détail** pour le mois de mars.

Aux **Etats-Unis**, les **premiers résultats de l'emploi pour le mois d'avril** seront connus. Il faudra également y suivre l'évolution **des coûts salariaux** pour le premier trimestre.

La **BCE** se réunit mais aucune décision de politique monétaire n'est attendue.

Au niveau des entreprises, **Crédit Agricole, Natixis, JC Decaux, Scor, Alstom, Arkema et Solvay** publieront leurs résultats du premier trimestre.

Judi 7 mai

Au **Royaume-Uni**, se dérouleront **les élections législatives**.

En **Allemagne**, il faudra regarder **les commandes d'usines** pour le mois de mars.

En **France**, seront connus les résultats de **la production industrielle** et ceux de la balance commerciale du mois de mars. Pour la production industrielle, l'énergie devrait peser négativement sur le résultat.

Aux **Etats-Unis**, il faudra suivre **l'évolution du crédit de la consommation** pour le mois de mars.

Les entreprises **Alcatel-Lucent, Arcelor Mittal, Veolia Environnement, Legrand et CNP** communiqueront leurs résultats du 1^{er} trimestre.

Vendredi 8 mai

En **Chine**, il sera utile de regarder **l'évolution de l'indice des prix** du mois d'avril. Sera également publié le résultat de la balance commerciale du mois d'avril.

En **Allemagne**, seront connues **la production industrielle** ainsi que la balance commerciale du mois de mars.

En **Espagne**, sera publié le résultat de la **production industrielle** du mois de mars. Il en sera de même pour l'Italie.

Au **Royaume-Uni**, il faudra suivre le résultat de **la balance commerciale** du mois de mars.

Aux **Etats-Unis**, seront très suivies **les publications du taux de chômage**, de la participation au marché du travail pour le mois d'avril. Le taux de chômage devrait s'abaisser à 5,5 % avec une légère amélioration du taux d'activité. Entre 260 000 et 275 000 emplois devraient avoir été créés au mois d'avril soit beaucoup mieux qu'en mars. Seront également publiés le revenu horaire moyen du mois d'avril et le nombre des heures supplémentaires. Ces résultats seront également publiés pour le Canada.



La Lettre Economique est une publication de Lorello Ecodata

Comité de rédaction : Philippe Crevel, Sarah Le Gouez et Christopher Anderson

Toute utilisation totale ou partielle des articles de la lettre doit fait l'objet d'une autorisation.

Sites Internet : www.lorelo.fr

Pour ton contact et correspondance

- Par téléphone : 06 03 84 70 36
- Par email : phcrevel@lorelo.fr
- Adresse : LORELLO ECODATA – 7, rue Falguière – 75015 Paris

Abonnement : à adresser à phcrevel@lorelo.fr

Je m'abonne à La Lettre Eco de Lorello Ecodata pour un an : 52 numéros de la lettre

Un lecteur : 750 euros TTC

De 2 à 10 lecteurs : 1 300 euros TTC

Au-delà de 10 lecteurs contacter le service abonnement

Pour garantir une mise en place rapide de votre abonnement, nous vous demandons de bien vouloir compléter l'ensemble des informations demandées.

Adresse de facturation

Nom -----

Prénom -----

Fonction: -----

Organisme: -----

Adresse: -----

Code Postal -----Ville -----

Pays

Tél.: -----

E-mail:-----

Mode de paiement

Chèque bancaire à l'ordre de : LORELLO ECODATA

Virement bancaire

SARL LORELLO ECODATA

IBAN : FR76 3000 4014 9700 0101 8683 627 / BIC : BNPAFRPPNIC